

Questions orales

Je le répète, cette mesure devrait, à mon avis, avoir l'appui de la Chambre, puisque les partis de l'opposition nous demandent d'avoir des garanties plus strictes que par le passé. Évidemment, cela suppose qu'il faut avertir ceux avec qui nous avons déjà entamé des négociations que nous avons de nouvelles règles et que nous aimerions les négocier avec eux.

M. l'Orateur: Le député de Northumberland-Durham peut poser une question supplémentaire.

LA VENTE D'UN RÉACTEUR CANDU À L'ARGENTINE—LES
CONSULTATIONS AVANT LA SIGNATURE DE L'ACCORD PAR
L'EACL

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, si vous ne me permettez de poser qu'une question supplémentaire, je demanderai au premier ministre de revenir sur ce qu'a dit le ministre le 16 juillet au sujet de l'Argentine et particulièrement de l'accord concernant les garanties et le combustible utilisé.

Ma question supplémentaire s'adresse donc au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Son ministère a-t-il été au moins consulté avant que l'EACL ne signe l'accord commercial avec l'Argentine et n'entreprenne la construction, il y a un an et demi? S'il ne l'a pas été, pourquoi?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je suis certain que les deux ministères ont eu des entretiens réguliers à ce sujet. Mais pour le confirmer de façon absolue, je devrai vérifier.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LE COÛT DE LA PROLONGATION DE LA SESSION

Mme Simma Holt (Vancouver Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au président du Conseil du Trésor.

Des voix: Oh, oh!

Mme Holt: Vu qu'il en coûte \$250,000 à \$280,000 par jour pour garder la Chambre en session, le président du Conseil du Trésor pourrait-il nous dire s'il est juste d'estimer que le contribuable canadien a payé plus d'un million de dollars jusqu'ici pour permettre aux partis de l'opposition de faire campagne à la Chambre en vue des élections ontariennes?

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question est légèrement teintée de politique.

[M. Trudeau.]

M. Chrétien: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

Des voix: Non, à 3 heures.

M. Lawrence: Charmante question!

* * *

LES COMPTES PUBLICS

LES DÉPENSES FAITES PAR RICHARD DICERNI ET DANIEL COATES

M. Sean O'Sullivan (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au président du comité des comptes publics. Pourrait-il assurer à la Chambre qu'à sa prochaine réunion, le comité fera une enquête approfondie sur les dépenses considérables, insolites et suspectes de fonds publics, faites par Richard Dicerni et Daniel Coates, dépenses dont une fraction seulement a été révélée dans les réponses tardives à mes questions n^{os} 1738 et 1739 marquées d'un astérisque, et fera-t-il ensuite un rapport complet à la Chambre?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Question tout aussi charmante!

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, le comité des comptes publics reçoit ses attributions de la Chambre. En général, ces attributions exigent que le comité étudie le rapport de l'Auditeur général pour l'année précédente. Pour répondre à la question du député de Hamilton-Wentworth, je dirai que si l'article auquel il fait allusion figure au rapport de l'Auditeur général pour l'an prochain, en ma qualité de président de ce comité, je crois pouvoir lui donner assurance que cet article sera étudié par le comité.

Des voix: Bravo!

M. Dinsdale: C'est ce qu'on appelle répondre à une question.

M. Turner (Ottawa-Carleton): J'espère que l'Auditeur général prend bonne note de cette question.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA VENTE D'UN RÉACTEUR CANDU À L'ARGENTINE—LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question fait suite à la question initiale posée par le chef de l'opposition, et je vais l'adresser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement a-t-il déjà autorisé l'EACL, un organisme du gouvernement canadien, à se charger de la tâche de superviser la construction, jusqu'à l'étape des fondations du moins, du réacteur nucléaire en Argentine? S'il ne l'a pas autorisée, quand le ministre a-t-il appris que l'EACL surveillait en fait l'exécution de ce projet.

● (1440)

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, de toute évidence, cette question devrait être adressée au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, de qui relève l'EACL. Je vais essayer d'obtenir les renseignements demandés et signaler la question au ministre.